

*Légation de Suisse
en France*

Paris, le 31 juillet 1956.

Rapport Politique No 78

Confidentiel

L'Affaire de Suez

Monsieur le Conseiller fédéral,

(Conversation avec le chef-adjoint des affaires
politiques au Quai) :

Pour des raisons différentes, les ministres français et anglais des Affaires Etrangères se sont vite entendus à Londres pour une attitude ferme vis-à-vis du coup de force égyptien.

M. Pineau, quant à lui, à ses débuts, entraîné par sa "politique étrangère personnelle" avait essayé la coopération avec Nasser, auquel il avait rendu, en mars dernier, une visite. Cet essai d'apaisement reste, dans l'opinion française, à tort ou à raison, comme une preuve de faiblesse et une erreur.

Ce geste très personnel de M. Pineau mis à part, l'opinion française, éclairée notamment par M. Soustelle, avait compris depuis longtemps que la présence française en Afrique du Nord et en Afrique Noire croisait, à Alger, l'axe est-ouest de l'impérialisme arabe, tel que le conçoit Nasser. Au contact journalier avec ce même nationalisme arabe, les Français ont décelé

Monsieur Max P e t i t p i e r r e,
Conseiller fédéral,
Chef du Département Politique,
B e r n e.



que le colonel Nasser, loin de se contenter d'être le chef d'un pays neutraliste et sous-développé, est surtout le porte-parole d'un impérialisme devant embrasser, d'après lui, à la fois le monde musulman et l'Afrique Noire, devant faire de lui le "calife", le "Dar-el-Islam".

On estime à Paris que ce n'est pas seulement en raison des intérêts actuellement en cause (liberté de navigation dans le canal) qu'il faut donner un coup de frein; mais bien davantage parce que si l'Occident perdait la face dans cette affaire spectaculaire, bientôt tous les autres pays arabes agiraient de même, se préparant à nationaliser les puits de pétrole, les pipe-lines, etc.. Du même coup le prestige de l'impérialisme arabe grandirait en Afrique Noire, à Madagascar, etc. Les ultimatums et les révoltes fuseraient désormais de tout côté contre ce qui reste de positions occidentales au sud de Malte et à l'est de Suez.

Au Royaume-Uni, le ministre français aurait rencontré le souci réel d'assurer l'approvisionnement régulier du pays en pétrole, c'est-à-dire en pétrole non payable en dollars.

Il s'agit pour l'économie anglaise d'une question tout à fait vitale, pour la solution de laquelle le Royaume-Uni - à ce qu'on dit au Quai d'Orsay - ne reculerait pas devant les dernières mesures. L'équilibre de la balance des paiements de la zone sterling, déjà tellement menacé, et le niveau de vie du peuple anglais, sont en jeu.

Par contre, il apparaît qu'on avait sousestimé la volte-face de la politique américaine vis-à-vis de l'Egypte, manifestée par quelques déplacements d'ambassadeurs. Pour des raisons que l'on comprend à Londres et à Paris, sans les partager, le Président Eisenhower, à la veille de la deuxième campagne électorale, adopte pour devise "la prospérité et la paix", comme dans la dernière phase de la guerre de Corée, dans laquelle s'était trouvé impliqué son prédécesseur démocrate.

La divergence des politiques occidentales éclate ainsi de toute évidence. Ceci dit, les Etats-Unis d'Amérique ne sont contraires à aucune initiative telles que demande de garantie, convocation d'une conférence, appel aux Nations-Unies. Mais ils se

- 3 -

tiendront, quant à eux, éloignés de toute attitude comportant une menace physique, quel que soit le comportement égyptien. L'argument avancé en est qu'il ne faut pas jeter le monde arabe dans les bras de l'URSS, ni faire de Nasser un héros, ni un martyr, ni poursuivre enfin des buts franco-britanniques, auxquels les Américains trouvent un arrière-goût de colonialisme. Mais la raison profonde est le tempérament du Président Eisenhower et la situation pré-électorale.

C'est pourquoi la conférence tripartite de Londres se terminera (en tant que tripartite) sans menace voilée à l'égard de l'Egypte. Reste à voir si les Britanniques et les Français ne se singulariseront pas sur ce point.

Pour l'instant, ils sont plutôt déçus de voir Washington assumer un rôle de superarbitre, ou de modérateur, plus que de partie lésée et intéressée, et de véritable allié.

Dans les milieux de la compagnie du canal, on enregistre à Paris, avec résignation, qu'il n'est même plus question de sauvegarder les intérêts matériels de celle-ci, puisque personne ne songe à revenir au statu quo ante. On se borne à demander des garanties juridiques pour le libre usage du canal nationalisé. Sous cet aspect du moins, l'acte de Nasser a déjà été payant. Les autres potentats du Proche-Orient se le tiendront pour dit.

Le directeur général adjoint des affaires politiques tient à faire ressortir que Paris compte séparer totalement les deux questions de la tension israélo-arabe et du coup de force sur le canal de Suez. La France ne compte donc pas faire usage de la politique préconisée par quelques milieux, à savoir l'aide efficace au réarmement israélien.

Quant à l'énigme soviétique, mon interlocuteur croit pouvoir admettre qu'elle sera la même que dans le problème israélo-arabe, que Moscou a tendance à vouloir "geler", tout en distribuant ses faveurs de manière inégale. On peut raisonnablement s'attendre à ce que la même attitude soit adoptée dans l'affaire

- 4 -

de Suez : éviter qu'elle ne dégénère en conflit, tout en adressant des encouragements en armes et en paroles à la partie arabe.

Veillez agréer, Monsieur le Conseiller fédéral, les assurances de ma très haute considération.

Le Ministre de Suisse :

Sartorius